

« Vos sanctions ne m'impres-
sionnent pas »,
répond Raphaël
Glucksmann



P. 8

En Suisse et
en Angleterre,
des milliers de
manifestants
contre les
restrictions
anti-Covid



P. 5

Covid-19 :
les vaccins,
un business
très rentable
pour l'industrie
pharmaceutique



P. 2

Passeport vaccinal : le QR code chinois va-t-il s'imposer à l'international ? PAGE 4



JOEL SAGET/AFP via Getty Images

Les autorités sanitaires chinoises ont récemment annoncé que les dosiers de vaccination Covid-19 et les résultats des tests PCR seront automatiquement intégrés dans les passeports de santé numériques des citoyens. Le

23 mars 2021, la Commission nationale de la santé a organisé une conférence de presse sur le thème de la technologie numérique de la santé. Mao Qun'an, le directeur du département de planification de la commission, a annoncé que la

Chine peut désormais intégrer automatiquement toutes les données de santé de ses citoyens sur une plateforme centralisée. Chaque Chinois « bénéficie » d'un QR code individuel et obligatoire, utilisé comme traceur par les autorités.

NOTE DE LA RÉDACTION

À PROPOS DE CETTE ÉDITION SPÉCIALE

Epoch Times traite en général de tout type d'actualité internationale. Ce printemps 2021, celle-ci est dominée par des bruits de bouteilles en Asie du Sud-Est où, de la Birmanie à Taiwan, le régime chinois prépare le socle sur la base duquel il entend partir à l'assaut de l'Occident.

Il le fait déjà en France avec le Cheval de Troie qu'est Huawei et de son implantation prévue en Alsace, mais aussi à l'échelle de l'Europe entière avec un nouveau plan d'investissements massifs et d'accords commerciaux, signé à Bruxelles avec le soutien de la France, qui pose un grand mouchoir sur les génocides organisés des Ouïghours, des Tibétains et des pratiquants de Falun Gong.

Le régime chinois déploie tous ses efforts, à son habitude, pour acheter le silence et la complicité de nos gouvernements, encore largement infiltrés et dont des membres haut-placés protègent depuis des années autant le régime chinois que leurs intérêts financiers personnels en Chine.

Il faut donc que le danger soit devenu bien grand pour que, le 4 février, le Président Macron critique ouvertement l'opacité du vaccin préparé par la Chine et alerte de son danger en disant qu'il « est presque sûr que si ce vaccin n'est pas approprié, il facilitera l'émergence de nouveaux variants. »

Le régime chinois, qui porte déjà la responsabilité d'avoir déclenché la pandémie en bloquant toutes les informations – y compris celles sur une possible fuite accidentelle depuis un laboratoire de Wuhan – pourrait donc, 2 millions de morts plus tard, être responsable de faire apparaître des formes du virus encore plus dangereuses et incontrôlables. Il est urgent, pour éviter le pire, de prendre au plus vite ses distances.

Qu'on ne se trompe cependant pas de cible : comprendre et s'opposer à ces stratégies du Parti communiste chinois ne doit pas mener à une attitude injuste envers le peuple chinois lui-même. Celui-ci n'a rien de commun avec le régime, qu'il n'a pas choisi et dont

il est la première victime.

Depuis sa prise de pouvoir violente, le régime communiste a utilisé le peuple chinois comme une simple matière première pour vaincre l'Occident, et l'a fait au prix de plus de quatre-vingt millions de morts entre le « grand bond en avant » des années 1950 et la « grande révolution culturelle ». Aujourd'hui encore, ce peuple brisé et coupé de son histoire subit un endoctrinement de masse qui ne lui permet pas de réaliser qu'il sert de pion à une stratégie gouvernementale faite pour tout sauf pour lui être utile.

La sinophobie qu'on a vu grandir un peu partout ces derniers mois avec l'arrivée du coronavirus est donc injuste et absurde. Le peuple chinois et ses cinq mille ans d'histoire méritent autant notre respect et notre soutien que le régime chinois mérite, lui, notre condamnation.

Bonne lecture.

Avec Vérité et Tradition,
La Rédaction

Ces géants de
l'habillement
qui osent
déplaire
à Pékin



P. 9

Ouïghours :
campagne de
désinformation
sur Facebook
et Twitter



P. 11

La France
infiltrée par le
régime chinois



P. 6-7

Covid-19 : les vaccins, un business très rentable pour l'industrie pharmaceutique

A lors que la course aux vaccins contre le Covid-19 bat son plein depuis fin décembre 2020, ce business représente une opportunité en or pour les laboratoires pharmaceutiques. Certaines entreprises ont déjà dévoilé une augmentation future du prix de vente.

Les stratégies de communication des grands laboratoires pharmaceutiques sont différentes, certaines entreprises comme AstraZeneca ou Johnson & Johnson disant ne pas vouloir faire de profit à court terme alors que d'autres (Pfizer et Moderna par exemple) ne cachent pas qu'elles font un profit immédiat. Toutefois, les deux stratégies reviennent au même à long terme, rapporte *20 Minutes*. Cela se résume en un mot : le profit.

Une dose de vaccin Pfizer-BioNTech coûte 12 euros à l'Union européenne, et il en faut deux par individu – peut-être bientôt trois doses, ont annoncé deux hauts responsables de l'entreprise, selon *Business Insider France*. De plus, les dirigeants de Pfizer ont prévu une « possibilité importante » d'augmenter les prix du vaccin avec la reprise des « conditions normales du marché ».



LOIC VENANCE/AFP via Getty Images

Albert Bourla, le PDG de Pfizer, a parlé l'été 2020 d'un profit « marginal » pour son groupe. Pourtant, la marge commerciale de l'entreprise se situerait entre 60 et 80 % selon un analyste américain, une marge à faire pâlir d'envie les petits commerçants qui peinent à gagner leur vie.

« Si vous regardez comment la demande actuelle et les prix

actuels sont déterminés, il est clair qu'ils ne sont pas déterminés par ce que j'appellerais les conditions normales du marché ou les forces normales du marché... Ils sont déterminés par la situation de pandémie dans laquelle nous nous trouvons et par les besoins des gouvernements de se procurer des doses auprès de divers fournisseurs de vaccins », a déclaré Frank

D'Amelio, directeur financier de Pfizer. En d'autres termes, les prix augmenteront quand la pandémie sera terminée.

Mi-mars, les dirigeants de Pfizer ont déclaré avoir largement dépassé le nombre de doses de vaccin produit par rapport au nombre prévu. « Pour l'année complète, nous avions initialement dit que nous pensions pouvoir pro-

duire 1,3 milliard de doses. Nous en sommes maintenant à 2 milliards de doses », ont-ils annoncé.

Les groupes Moderna et Janssen (qui produit le vaccin Johnson & Johnson), de leur côté, auraient « discrètement fait part de leur intention d'augmenter les prix des vaccins contre le coronavirus », selon le site d'information *The Intercept*.

Les laboratoires comme AstraZeneca ou Janssen, qui assurent ne pas vouloir faire de profit à court terme, ne vont pas travailler juste pour le plaisir et veulent aussi faire de l'argent en vendant leur vaccin. Selon un document dévoilé par le *Financial Times* en octobre 2020, AstraZeneca aurait prévu d'augmenter les prix de ses vaccins en juillet 2021, date où la pandémie serait « terminée », selon l'estimation de l'entreprise.

« AstraZeneca peut s'ouvrir des marchés avec des remises ou des prix coûts », reconnaît Quentin Ravelli, chargé de recherche au CNRS et auteur d'une thèse sur les pratiques des laboratoires. « Mais la masse de consommateurs potentiels est telle que cela va permettre une profitabilité très élevée. De plus, il n'y a pas obligation de transparence sur les coûts de production. Il est donc très difficile de savoir si un vaccin est réellement vendu à prix coûtant. »

De plus, les prix de vente sont très variables selon les acheteurs, le prix pour un même vaccin pouvant être multiplié par six selon les cas. Par exemple, selon les informations contenues dans un contrat UE divulgué en décembre 2020 et rapportées dans un graphique de *20 Minutes*, AstraZeneca vendrait la même dose 1,80 euros à l'UE et 11 euros au Bangladesh. »

Nathalie Dieul

Port du masque chez les enfants et adolescents : des constats alarmants

Une étude de grande envergure de l'Université de Witten-Herdecke, en Allemagne, a mesuré l'impact des mesures sanitaires sur les enfants et adolescents. Les résultats sont alarmants.

Les données recueillies par les universitaires portent sur 25 930 enfants et adolescents, jusqu'à l'âge de 18 ans, en date du 26 octobre 2020. Le registre mis en place par 363 médecins a regroupé les observations de parents, enseignants et autres acteurs de la santé ou de l'enfance. Il s'agit de la plus grande enquête mondiale sur les conséquences du port du masque sur une durée prolongée.

La durée moyenne du port du masque était de 270 minutes par jour, ce qui représente 4h30. Les résultats sont édifiants : 68 % des répondants ont remarqué

des effets indésirables chez les enfants.

Parmi ceux-ci, 60 % des enfants et adolescents ont connu de l'irritabilité, 53 % des maux de tête, 50 % de la difficulté à se concentrer, 49 % moins de bonheur, 44 % de la réticence à aller à l'école, 42 % de l'inconfort, 38 % des troubles d'apprentissage et 37 % de la somnolence ou de la fatigue.

Parmi d'autres effets répertoriés, avec des pourcentages se situant entre 15 et 30 % donc quand même non négligeables : la sensation d'étouffement, des vertiges, de la sécheresse au niveau du cou, des syncopes, de la réticence à bouger ou à jouer, des démangeaisons nasales, des nausées.

Dans 5 à 15 % des cas rapportés, les conséquences du port du masque peuvent amener le sujet à se sentir faible, avoir des dou-

leurs abdominales, une respiration accélérée, l'impression d'être malade, une oppression dans la poitrine, une perte d'appétit ou encore de la tachycardie.

Enfin, les derniers symptômes moins fréquents répertoriés sont des acouphènes (4,5 % des cas), des événouissements ou une altération de la conscience à court terme (2,2 %) et des vomissements (1,9 %).

Des parents ont par ailleurs remarqué des changements sur les habitudes de sommeil de leurs enfants : ils dorment moins bien (31,1%) ou ont besoin de davantage de sommeil (25 %).

Les responsables de l'étude concluent qu'un certain pourcentage d'enfants et d'adolescents se plaignent d'effets non négligeables dus au port du masque et que « ces enfants ne devraient pas être stigmatisés ». En se basant sur ces données,

« on peut dire que les effets des masques obligatoires sur la qualité de vie et vraisemblablement aussi sur la santé des enfants ne devraient pas être ignorés par les politiciens et par la société », assurent les chercheurs, d'autant



plus que l'efficacité du port du masque chez les enfants est discutable, rappellent-ils.

« Il est urgent d'effectuer une analyse précise des risques et bénéfices », concluent les responsables de l'étude, qui conseillent aux adultes de réfléchir collectivement à prendre certains risques résiduels sur eux-mêmes afin « de permettre aux enfants d'avoir une meilleure qualité de vie sans avoir à porter de masque ».

INA FASSBENDER/AFP via Getty Images



La crise du Covid va coûter 424 milliards d'euros sur trois ans aux finances publiques

L'épidémie de Covid-19 causée par le virus du PCC (Parti communiste chinois) va coûter 424 milliards d'euros sur trois ans aux finances publiques en France, a estimé le ministre des Comptes publics Olivier Dussopt qui a aussi déclaré que la fin des aides aux entreprises serait progressive.

Le coût de la crise sanitaire pour ces trois années se décompose en 158 milliards d'euros pour 2020, 171 milliards pour 2021 – dont 56 milliards dédiés aux mesures d'urgence –, et 96 milliards d'euros en 2022, selon les chiffres du ministère, d'abord publiés par *Le Figaro*. Ces sommes comprennent des baisses de recettes fiscales et les dépenses exceptionnelles liées à la crise sanitaire comme le fonds de solidarité et le chômage partiel.

Le 13 avril, Olivier Dussopt a déclaré que « pour l'essentiel, ces trois années sont les années de réponse d'urgence et de mesures de relance ». Pour 2020, « ça paraît logique d'intégrer le coût de la crise sur l'année qu'elle a impactée de mars à décembre ». Peut-être « 7 ou 8 milliards d'euros » pour 2023.

Ensuite « 2021, c'est un mélange de mesures de réponse à la crise et mise en œuvre du plan de relance et 2022, c'est la deuxième année du plan de relance avec 40 ou 50 milliards prévus ».

Enfin, « 7 ou 8 milliards d'euros vont peut-être arriver en 2023, correspondant à des prises en charge de défaiances sur des PGE (prêts

garantis par l'État, ndlr) ou des restes à payer du plan de relance qui n'auront pas été soldés au 31 décembre 2022 », a encore détaillé le ministre.

Le 26 mars, soit quelques jours avant l'extension à l'ensemble du territoire métropolitain de mesures de restriction sanitaires renforcées, Olivier Dussopt avait estimé que les mesures de soutien de l'État à l'économie coûteraient cette année 32 milliards d'euros.

Après l'annonce des nouvelles mesures pour endiguer la troisième vague de Covid-19, le ministre de l'Économie et des finances Bruno Le Maire avait évalué leur coût à 11 milliards d'euros par mois pour les finances publiques. Le gouvernement avait rehaussé dans la foulée sa prévision de déficit public de 8,5 % à 9 % du PIB pour cette année, après 9,2 % l'an dernier.

Fin progressive des aides

La sortie de crise sonnera la fin du quoi qu'il en coûte mais « il y a aura très certainement un besoin de trésorerie, d'accompagnement : des dispositifs dans le cadre du plan de relance peuvent être mobilisés, je pense aux prêts participatifs par exemple, mais au-delà nous travaillons avec les équipes de Bercy à imaginer comment on pourra sortir progressivement des dispositifs qui sont en cours », a encore indiqué Olivier Dussopt.

Epoch Times avec AFP

Le ministre des Comptes publics Olivier Dussopt.



THOMAS SAMSON/AFP via Getty Images

Le confinement à la maison n'a aucun effet sur la transmission du virus, selon la prestigieuse revue scientifique *Nature*

Une récente étude de *Nature*, publiée le 5 mars, suggère que rester à la maison ne joue pas un rôle dominant dans la réduction de la transmission du Covid-19. « Dans environ 98% des comparaisons portant sur 87 régions différentes du monde, nous n'avons trouvé aucune preuve que le nombre de décès est réduit en restant à la maison », conclut l'étude.

L'article commence par une note de la rédaction avertissant les lecteurs que les conclusions

de l'étude font l'objet de critiques. Ces résultats vont en effet à l'encontre des politiques sanitaires de plusieurs pays depuis un an.

L'étude se base sur un nouveau modèle mathématique combinant les données de www.google.com/covid19/mobility/, ourworldindata.org et covid.saude.gov.br. L'objectif était d'évaluer l'association entre le fait de rester à la maison et la réduction ou l'augmentation du nombre de décès dus au Covid-19 dans plusieurs régions du monde.

Les conclusions affirment qu'« en utilisant cette méthodologie et les données actuelles, dans environ 98% des comparaisons utilisant 87 régions différentes du monde, nous n'avons trouvé aucune preuve que le nombre de décès par million d'habitants soit réduit en restant à la maison. »

Ces résultats, qui sont conformes à ceux déjà trouvés par l'équipe du chercheur associé du Swedish Ratio Institute Daniel Klein expliquent pourquoi la faiblesse des mesures de confinement serait la cause la moins probable du taux de mortalité élevé en Suède par le Covid-19. De même, l'équipe de Rabail Chaudhry, médecin en anesthésiologie à l'université de Toronto, qui a effectué une analyse exploratoire au niveau des pays, a signalé que les confinements stricts et les tests à grande échelle n'étaient pas associés à la mortalité par le Covid-19 par million d'habitants.

L'étude note que ces résultats sont conformes à l'ensemble de données des décès par million d'habitants quotidiennement confirmés au Royaume-Uni. Par exemple, les pubs, restaurants et salons de coiffure ont

été ouverts en Irlande le 29 juin et les masques n'étaient pas obligatoires – et après plus de deux mois, aucun pic n'a été observé et les taux de mortalité ont même continué à baisser. Le Pérou, par contre, a été considéré comme l'un des pays où le confinement a été le plus strict au monde, mais au 20 septembre, il avait le plus grand nombre de décès par million d'habitants.

Les auteurs expliquent que ces résultats ne vont pas dans le sens d'autres études plus anciennes, notamment parce que celles-ci utilisaient un modèle mathématique basé sur le nombre de cas de Covid-19 et non sur le nombre réel de décès. Ils reconnaissent aussi certaines limites à leur modèle, notamment avec les données collectées via l'outil Google Community Mobility Reports, qui peuvent être incomplètes si par exemple le téléphone portable d'un utilisateur est éteint à la maison. Néanmoins, ils estiment le pourcentage d'erreur très faible du fait du recoupage des données venant de plusieurs régions différentes et d'autres bases de données.

Les musées moins contaminants que les supermarchés

Les lieux culturels seraient moins contaminants que l'école ou les commerces, conclut une étude menée par le professeur Martin Kriegler, de l'Université technique de Berlin, et l'ingénieur Anne Hartmann.

Cette étude allemande, publiée le 10 février, pourrait bien remettre en question la fermeture des lieux culturels.

Martin Kriegler et Anne Hartmann ont évalué le risque de contamination au Covid-19 dans différents lieux publics clos, parvenant à la conclusion que les lieux culturels (musées, salles de spectacles, cinémas...) sont les moins risqués.

L'étude s'est basée sur les contaminations par transmission aéroportée, principale cause des contaminations, tout en tenant compte du degré d'application des gestes barrières (port du masque et distanciation sociale).

Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs ont pratiqué la méthode de calcul de l'indicateur R₀, ou nombre de reproduction du virus, c'est-à-dire le nombre moyen d'individus qu'une personne infectée peut contaminer dans ces différents lieux fermés. Si cet indicateur R₀ est supérieur à 1, c'est que le virus se multiplie, s'il est inférieur à 1, c'est qu'il régresse.

L'étude a montré ainsi que cet indicateur était de 0,5 dans les lieux culturels imposant le port du masque et une jauge à 30%.

Ce R₀ passe à 1 dans un supermarché ou un restaurant, à 1,5 dans un open-space ou un train... et à 3 dans un établissement scolaire ! En clair, cela signifie que le taux de reproduction du virus est 6 fois plus important dans une école que dans un musée.

Moins de paroles, moins de contamination

Selon ces scientifiques, le faible risque de contamination enregistré dans les lieux culturels serait dû au fait que ce sont des lieux demandant le silence, les visiteurs vont donc peu parler et échanger. En outre, les mesures de distanciation sociale peuvent aussi être appliquées plus aisément.

Aussi, ont-ils pu conclure qu'« avec des procédures d'hygiène bien pensées et cohérentes, certains lieux publics pourraient rouvrir. Et que dans d'autres situations, il est nécessaire de réduire encore davantage les contacts. »

Cependant, il faut noter que cette étude ne tient pas compte des variants, considérés comme plus contagieux.

Sarita Modmesaib



MARTIN BUREAU/AFP via Getty Images

Passeport vaccinal : le QR code chinois va-t-il s'imposer à l'international ?

Les autorités sanitaires chinoises ont récemment annoncé que les dossiers de vaccination Covid-19 et les résultats des tests PCR seront automatiquement intégrés dans les passeports de santé numériques des citoyens. Le 23 mars 2021, la Commission nationale de la santé a organisé une conférence de presse sur le thème de la technologie numérique de la santé. Mao Qun'an, le directeur du département de planification de la commission, a annoncé que la Chine peut désormais intégrer automatiquement toutes les données de santé de ses citoyens sur une plate-forme centralisée. Chaque Chinois « bénéfice » d'un QR code individuel et obligatoire, utilisé comme traceur par les autorités.

Pékin a mis en place en 2020 un système de code sanitaire numérique basé sur la couleur afin de freiner la propagation du Covid-19. Le système, dans une version proche des QR code de l'application « Tous anti-covid » en France, s'appuie sur les réseaux de téléphones portables et les analyses en « big data » pour suivre les déplacements des personnes afin de déterminer si elles ont voyagé dans des zones à haut risque ou ont été exposées à des personnes infectées par la maladie.

Trois couleurs sont utilisées : le code vert indique qu'il n'y a aucune restriction de voyage ; le code jaune indique que les déplacements sont limités à la plupart des lieux publics et le code rouge, lui, indique que les déplacements sont limités et qu'une mise en quarantaine peut être nécessaire. Toute la police et



Kelly Defina/Getty Images

l'administration chinoise sont équipées pour scanner ces QR code et vérifier le statut des porteurs, afin de pouvoir autoriser ou interdire l'accès à certains lieux et services.

Permis à points

Ce qui peut sembler un outil légitime, dans une situation de « guerre » contre le virus de Wuhan, inquiète cependant lorsqu'on le met dans le contexte de la politique de contrôle social chinois.

Celui-ci est une sorte de permis à points. En cas d'infraction ou de non-respect de certaines consignes ou orientations politiques, les citoyens rétrogradent ainsi que leurs droits : moins d'accès aux logements, aux crèches, aux transports... Les outils de traçage de la population, par les téléphones, cartes de transport, analyses faciales par caméras sont multiples et leur croisement ne laisse aucun trou dans le filet.

Vanté par la propagande chinoise comme un moyen de réduire les incivilités, les accidents de la route, il est malheureusement aussi et surtout un outil de traçage, de compréhension et d'action sur les comportements individuels. Le dirigeant communiste Xi Jinping considère « qu'avec l'intelligence artificielle, nous serons capables de savoir à l'avance qui pourrait être un terroriste, qui pourrait faire quelque chose de mauvais ».

« Terroriste » et « mauvais » sont en Chine des notions floues qui incluent les opposants politiques et les pratiquants de cultes religieux. Ces dissidents modernes - démocrates, chrétiens, Ouïghours, Tibétains, Falun Gong... - entrent dans la catégorie dite « C » des citoyens chinois, aux droits civiques réduits ou nuls, à la frontière des citoyens « D », les criminels de droit commun.

Avec le nouveau QR code

de santé, la catégorie « rouge » devient une nouvelle façon d'assigner à domicile, sur la base d'algorithme contrôlés par le régime, tous les citoyens que le gouvernement chinois ne souhaite pas voir sortir, par exemple pour des dates sensibles comme la commémoration des massacres de la place Tian An Men.

Déployer ces QR code à l'international

Certains internautes sur les médias sociaux chinois ont demandé à propos du PCC : « Se préparent-ils à mettre en place une vaccination forcée, tout comme l'avortement forcé qu'ils ont fait pendant les années de la politique de l'enfant unique ? »

L'objectif affiché par le dirigeant du PCC Xi Jinping est de développer des « mécanismes internationaux » pour déployer à l'international ces mêmes QR codes. « Nous devons harmoniser nos pratiques et nos critères pour faciliter les flux de populations », déclarait Xi Jinping au G20 en novembre dernier. Plus récemment, via l'Organisation Mondiale de la Santé, le régime chinois a proposé de déployer ses outils de traçage hors de Chine, sous la bannière de la coordination internationale pour contrôler l'épidémie de Covid.

Une façon, sans doute, de ne plus être vu comme le gouvernement responsable de l'épidémie mais comme celui qui a aidé à son éradication. Et surtout, d'exporter le modèle du socialisme à la chinoise : technologie et contrôle des populations.

Aurélien Girard

Un passeport sanitaire obligatoire pour se déplacer à partir de juin ?

Le Parlement européen serait prêt à entériner le passeport sanitaire européen au cours de sa session plénière du 7 au 10 juin, a déclaré lundi le président de la commission parlementaire chargée du dossier.

La Commission européenne, qui a proposé ce « certificat vert numérique » en mars, a déclaré qu'elle prévoyait une entrée en vigueur « d'ici à juin », sans plus de précisions. Ce document est destiné, dans la perspective de la saison estivale, à faciliter les déplacements des Européens pouvant ainsi attester qu'ils ont été vaccinés contre le Covid-19, ont passé un test PCR négatif ou sont immunisés après avoir été infectés.

Les eurodéputés ont accepté de voter sur cette proposition de règlement dans le cadre d'une procédure d'urgence. Une procédure législative habituelle, impli-

quant le Parlement européen et le Conseil (institution représentant les États membres), peut parfois prendre des années.

Au cours d'une conférence de presse en ligne, l'eurodéputé espagnol Juan Fernando Lopez Aguilar a insisté sur la nécessaire protec-

tion des données personnelles qui seront utilisées, la limitation dans le temps de ce mécanisme et l'importance de la non-discrimination des personnes n'ayant pas été vaccinées.

Epoch Times avec AFP



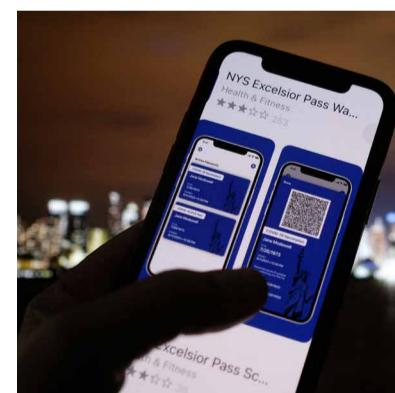
JOEL SAGET/AFP via Getty Images

L'OMS rejette les passeports vaccinaux, mais seulement « à ce stade »

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré qu'elle rejetait « à ce stade » l'utilisation des passeports de vaccination contre le virus du PCC (virus du Parti communiste chinois) pour les voyages, car les autorités sanitaires ne sont pas sûres de l'efficacité du vaccin.

« En tant qu'OMS, nous disons qu'à ce stade, nous ne voudrions pas que le passeport de vaccination soit une condition d'entrée ou de sortie parce que nous ne sommes pas certains à ce stade que le vaccin empêche la transmission », a déclaré Margaret Harris, porte-parole de l'OMS, lors d'une conférence de presse à Genève, en Suisse le 6 avril.

Une autre question importante est celle de l'équité, c'est-à-dire de l'égalité d'accès aux vaccins pour les différents groupes de la société. On déconseille en grande partie aux femmes enceintes, par exemple, de se faire vacciner pour l'instant.



CHRIS DELMAS/AFP via Getty Images

Jusque-là, les responsables de l'OMS avaient rejeté les passeports lorsqu'ils ont été interrogés à ce sujet. « La vaccination n'est tout simplement pas assez disponible dans le monde et n'est certainement pas disponible de manière équitable », avait déclaré à la presse le 8 mars le Dr Michael Ryan, chef du programme des urgences sanitaires de l'OMS.

Jack Phillips

« Mais c'est une situation qui évolue. Et en fin de compte, bien sûr, lorsque nous en saurons plus sur la prévention de la transmission et lorsque l'équité sera plus grande, c'est quelque chose qui pourrait bien être important à l'avenir », a ajouté Mme Harris, laissant présager un changement.

En Suisse et en Angleterre, des milliers de manifestants contre les restrictions anti-Covid

Alors que le confinement est en train d'être levé progressivement aussi bien en Suisse qu'en Angleterre, des milliers de citoyens ont manifesté le 24 avril à Londres et dans la petite ville suisse de Rapperswil-Jona contre les restrictions liées à la crise du Covid et à la perspective d'instauration de passeports sanitaires.

Côté helvète, on accuse le gouvernement d'user de pouvoirs dictatoriaux pour imposer des restrictions visant à freiner la propagation du Covid-19.

La Suisse a mis en place un processus de levée graduelle des restrictions. Cette semaine, les infrastructures sportives et les terrasses des bars et restaurants ont ainsi pu rouvrir.

Mais les critiques estiment que le retour à une vie normale prend trop de temps.

(silencieuse).

Les autorités, quant à elles, ont indiqué qu'elles avaient tenté de dissuader les manifestants, en arrêtant des voitures se dirigeant vers le centre-ville et en expliquant la nature illégale du rassemblement.

Elles ont précisé avoir choisi de ne pas disperser la manifestation de crainte de débordements, estimant qu'*« une forte répression n'aurait pas été justifiable en vertu de la loi »*.

Outre-Manche, « Unite for Freedom »

Côté britannique, on marche à travers Londres au moment où la capitale a commencé à lever ses restrictions après plus de trois mois de confinement. Les commerces non essentiels, les terrasses de pubs et de restaurants ainsi que les coiffeurs et salles de gym d'Angleterre ont rouvert leurs portes il y a presque deux semaines, rendant aux villes leur animation.

Munis de banderoles et de panneaux sur lesquels on peut lire des slogans comme « *Vous êtes contrôlés* », « *Pas de masque, pas de vax, pas de confinement* », ou encore « *Reprendons notre liberté !* », les manifestants de la marche « *Unite for freedom* » (Unis pour la liberté) sont partis à 13H00 locales de Hyde Park.

Manifestations en petits groupes

Malgré les restrictions contre les



Robin Marchant/Getty Images

« Aujourd'hui, nous marchons pour notre liberté médicale. »

Portant rarement le masque, les manifestants ont marché dans la petite ville de Rapperswil-Jona, en arborant des drapeaux suisses et criant « *Liberté* ».

Selon la police, environ 4000 personnes ont manifesté dans le calme pour ce nouveau rassemblement anti-restrictions sanitaires à l'appel du groupe baptisé Stiller protest (« *Protestation*

▲ Des manifestants prennent part à un rassemblement contre les mesures de restrictions sanitaires et contre le passeport vaccinal le 24 avril 2021 à Londres.

rassemblements de masse, plusieurs organisations différentes ont appelé les gens à manifester en petits groupes contre les dernières mesures de confinement encore en vigueur, ainsi que contre la potentielle mise en place de passeports vaccinaux, étudiée par le gouvernement.

« *Aujourd'hui, nous marchons*

pour notre liberté médicale », peut-on lire sur la page Facebook de Save Our Rights Uk, un des organisateurs, qui dit se « *mobiliser contre toute proposition de passeport vaccinal ou de certification du statut covid, car elles vont à l'encontre de l'éthique médicale et de nos droits humains* ». « *Je vais survivre à cette pandé-*

mie en faisant l'opposé de ce qu'ils disent », peut-on lire sur la pancarte qu'arbore fièrement une jeune femme. D'autres se sont munis de parapluies blancs, sur lesquels ils ont peint « *No to vaxx passport* » (« *Non aux passeports vaccinaux* »).

Epoch Times avec AFP

Le passeport vaccinal remis en question au nom des libertés individuelles



Joe Raedle/Getty Images

Le gouverneur de la Floride Ron DeSantis

Le gouverneur de la Floride, Ron DeSantis, a signé un décret début avril interdisant l'utilisation des « *passeports vaccinaux* » du Covid-19, devenant ainsi le premier gouverneur des États-Unis à prendre des mesures contre ce que les groupes de défense des libertés civiles considèrent comme un cauchemar potentiel pour la vie privée.

L'ordonnance du gouverneur républicain fait suite à des informations non confirmées selon lesquelles l'administration Biden travaillerait à la mise en place d'un système de type passeport vaccinal aux États-Unis, bien que l'attachée de presse de la Maison-Blanche, Jen Psaki, ait déclaré par la suite qu'il n'y avait pas de mandat fédéral en la matière mais que l'administration « *fournira des conseils* » aux entreprises privées concernant des systèmes similaires.

« *Aujourd'hui, j'ai publié un décret interdisant l'utilisation de ce qu'on appelle*

passeports vaccinaux Covid-19 », a écrit DeSantis dans un tweet. « *La législature travaille à rendre permanentes ces protections pour les Floridiens et j'ai hâte de les signer dans la loi.* »

DeSantis a critiqué à plusieurs reprises les propositions de passeports vaccinaux. Le gouverneur a déclaré qu'il interdirait aux gouvernements locaux et aux entreprises de Floride d'exiger des passeports vaccinaux ou des documents montrant que l'on a été vacciné contre le virus du PCC.

« *Aucun vaccin contre le Covid-19 n'est exigé par la loi* », a déclaré le gouverneur dans son ordonnance, ajoutant que « *les dossiers de vaccination sont des informations de santé privées* » qui ne devraient pas être partagées grâce à un mandat. Les passeports, a-t-il dit, porteraient atteinte à la liberté individuelle et à la vie privée des patients.

« *L'obligation de présenter un passeport*

pour participer à la vie quotidienne, par exemple pour assister à un événement sportif, aller au restaurant ou au cinéma, créerait deux catégories de citoyens », a déclaré M. DeSantis.

Les compagnies aériennes et de croisière semblent particulièrement favorables aux passeports vaccinaux afin d'inciter les clients à utiliser leurs services.

Toutefois, des groupes de défense des libertés civiles tels que l'American Civil Liberties Union (ACLU) ont dénoncé ces propositions, affirmant qu'elles désavantageraient les personnes à faible revenu, car beaucoup d'entre elles ne possèdent pas de smartphone leur permettant d'afficher une application indiquant qu'elles sont vaccinées. De plus, un système de passeport centralisé pourrait mettre en péril le droit à la vie privée des Américains, selon le groupe.

Jack Phillips

La France infiltrée par

Pendant des décennies, le Parti communiste chinois (PCC) a travaillé

Les « partenariats » scientifiques et hospitaliers

Le ministère de la santé décrit « une coopération ancienne, en renouvellement et extension constants, qui est aussi la plus importante coopération de la France à l'étranger, dans le champ de la santé » et se félicite du fait que « la quasi-totalité de nos CHU ont été jumelés avec 17 grandes villes chinoises ». C'est bien sûr sans compter le fait que chacune de ces grandes villes est impliquée dans les prélevements forcés d'organes sur des prisonniers de conscience et que les médecins chinois accueillis en France peuvent être liés à ces trafics.

Du côté de la science et de la technologie, l'ambassade de France en Chine se félicite, elle, des « près de

3000 chercheurs des deux pays, issus de plus de 600 unités de recherche, [qui] coopèrent aujourd'hui au sein d'une cinquantaine de structures publiques conjointes présentes dans une quarantaine de villes en France et une trentaine de villes en Chine ».

En 2014, l'ambassade se félicitait en particulier des efforts pour développer avec la Chine les technologies de clonage, en particulier dans la ville de Shenzhen – le lieu où, en 2019, un chercheur chinois a génétiquement modifié des embryons humains, donnant naissance aux premiers bébés « OGM » – des filles dont on n'a depuis aucune nouvelle.



CHRISTOPHER FURLONG/Getty Images

Les Instituts Confucius

« L'Institut Confucius est une nouvelle cause. Après dix ans de développement rapide, nous avons ouvert 1500 Instituts Confucius et Classes Confucius dans plus de 130 pays », expliquait en 2016 Ma Jianfei, secrétaire général du Parti communiste du Hanban, le ministère de l'éducation chinois, continuant ensuite : « Nous avons planté des drapeaux rouges partout dans le monde. »

Qiu Xiaoyun, Directeur de recherche sur l'Esprit révolutionnaire de l'École Normale du Sud de la province de Jiangxi et formateur d'enseignants des Instituts Confucius, continuait en août 2018 en rappelant la mission des Instituts Confucius : « Il faut

intégrer l'ADN rouge dans le sang et le transmettre de génération en génération. [...] Cela relève de notre responsabilité en tant qu'enseignants. »

17 Instituts Confucius ont récemment ouvert en France. Parmi les derniers en date, celui de Pau, en septembre 2019, une volonté affirmée du maire de la ville, François Bayrou : « Nous avons plaidé notre cause auprès des autorités chinoises et nous sommes allés en Chine », expliquait celui-ci dans nos colonnes. Un an après, M. Bayrou est promu Commissaire au Plan et donc chargé de programmer la France des trente prochaines années. Avec ou sans biais pro-chinois ?

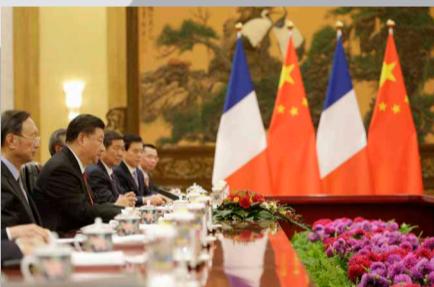


THOMAS SAMSON/POOL/AFP via Getty Images

La France-China Foundation

Pilotée par Emmanuel Lenain, ancien conseiller diplomatique d'Édouard Philippe, la fondation reçoit l'obole de grands groupes industriels, organise des dîners de gala au château de Versailles, décerne des prix, fait du networking... et écoute à grandes oreilles le régime chinois. Dans son Conseil stratégique, les anciens Premiers ministres Édouard Philippe, Laurent Fabius et Jean-Pierre Raffarin, l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine et, dans le désordre, le PDG d'Engie, le président du Conseil d'Administration d'Axa, l'industriel Alain Mérieux (architecte de la construction du laboratoire P4 de Wuhan). Parmi les « grands prix » de la Fondation, en 2019, Olivier Véran, actuel ministre de la Santé, plusieurs militaires français haut gradés, des parlementaires, des membres de la famille Rothschild, des professeurs de chirurgie. En 2018, la présidente de Radio France Sibylle Veil. En 2017, la parlementaire Coralie Dubost, également compagne

d'Olivier Véran, de hauts responsables de TF1, le patron de l'entreprise pharmaceutique Biomérieux, les secrétaires d'État Agnès Pannier-Runacher et Brune Poirson. En 2016, le sénateur Courtaud, « fils spirituel » de Jean-Pierre Raffarin, des hauts gradés de Free, de la SNCF. En 2015, la numéro 2 du transmetteur satellitaire Eutelsat, qui par coïncidence a aussi quelque temps auparavant accepté de bloquer la transmission satellite en Chine d'une chaîne non contrôlée par le pouvoir chinois. En 2014, l'ancien Directeur Général de Radio France Matthieu Gallet, le ministre de la Culture Franck Riester. On se rappellera du beau « partenariat » récent entre Huawei et l'Opéra de Paris. En 2013, le rédacteur en chef des Échos et le Premier ministre Édouard Philippe. Le président Emmanuel Macron a étrangement et récemment disparu de la liste des lauréats, dont il fait pourtant lui aussi bien réellement partie.



DANIEL LEAL-OLIVAS/AFP via Getty Images

L'achat massif de terres agricoles et d'immobilier français

Profitant de l'opportunité des subventions européennes à l'agriculture et d'une faible vigilance par les autorités françaises, les entreprises chinoises ont investi dans certaines des plus belles terres agricoles du pays, et dans les vignobles les plus renommés, qu'ils possèdent maintenant. Parmi les achats les plus récents :

- En 2016, plus de 1700 hectares de terres céréalières dans le Berry, achetées par le conglomérat chinois Reward Group en contournant la loi française.

- En 2017, plus de 900 hectares de terres achetés dans l'Allier.

- 165 châteaux et domaines, dont Saint-Emilion et Pomerol, contrôlés par des investisseurs chinois.

- En 2018, les Chinois sont également devenus les plus grands acheteurs d'immobilier à Paris, totalisant 14% des transactions. Ils sont aidés en cela par le fait que, à la différence de la plupart des grandes capitales, Paris n'exerce aucune restriction sur les achats étrangers.



BERTRAND GUAY/AFP via Getty Images



le régime chinois

pour subvertir la France à tous les niveaux et a presque réussi.

Huawei



« Partenaire » de l'opéra de Paris, le géant chinois Huawei construit une usine en Alsace, à Brumath, grâce à des subventions publiques françaises. Avec cette implantation européenne, la firme chinoise espère vaincre ses concurrents européens Ericsson et Nokia et se remettre des sanctions imposées par les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Inde et bien d'autres pour empêcher la firme, étroitement liée à l'armée chinoise, de déployer des relais d'espionnage en Occident. Une accusation que Huawei a toujours vigoureusement démenti sans pourtant réussir à convaincre.

Le Paris Santé Campus



En mars et avril 2020, alors que les masques manquaient déjà sur le territoire et dans les hôpitaux, l'exécutif français gardait un silence de plomb. Il n'y avait plus de matériel de protection des soignants en France alors que, le 17 février, la France avait envoyé 17 tonnes de matériel médical en soutien à la Chine. Un mois et demi plus tard, Pékin refusait d'appliquer la réciproque.

Ceci n'a provoqué aucune réaction au ministère de la Santé. Ce qui peut moins surprendre quand

on sait que le conseiller de M. Véran chargé de la question du Covid-19, Antoine Tesnière, copilote la France China Foundation et dirige une plateforme de formation médicale qui a pour grand client... le gouvernement chinois. En mars 2021, M. Tesnière a été nommé directeur du projet « *Paris Santé Campus* », qui sur 70 000 m², est censé devenir le lieu le plus stratégique pour la protection des données de santé françaises et pour l'indépendance stratégique de la France dans le domaine de la santé numérique.

L'infiltration des écoles d'ingénieurs et le lien avec l'armée



À Brest, siège de l'escadre de l'Atlantique, de la Force océanique stratégique et avec la base de l'île Longue qui abrite la composante sous-marine de la dissuasion nucléaire stratégique française, l'implantation chinoise est impressionnante. Autour des écoles d'ingénieurs et des 400 entreprises qui travaillent pour l'industrie de l'armement, de grands vols d'« *hirondelles* », jeunes étudiantes chinoises, se posent chaque année. Le journaliste Antoine Izambard cite un rapport confidentiel du Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale (SGDSN), dans lequel il est relevé « *le nombre accru de mariages entre militaires basés en Bretagne et étudiantes chinoises* ». La Bretagne n'est pas la seule concernée... L'amiral Morio de l'Isle a admis au cours d'une audition à l'Assemblée nationale avoir constaté une implantation étrangère « *de plus en plus forte autour* » des quatre Centres de transmission (CTM) de la Force océanique stratégique (FOST). Par exemple, dans les environs de celui de Rosnay (Indre), la Chine a installé une université près de l'aéroport de Châteauroux. À cela s'ajoute entre autres l'achat de terrains agricoles à proximité de ce site militaire... Là aussi sans opposition ni frein visible du gouvernement français.

La prise de contrôle sur des entreprises françaises



Depuis une dizaine d'années, l'actionnariat chinois dans les grandes entreprises françaises augmente significativement. C'est même de plus en plus souvent une totale prise de contrôle :

- **Aéroport de Toulouse-Blagnac**, acheté pour 308 millions d'euros en 2015 par Shandong Hi-Speed et le fonds hongkongais Friedmann Pacific.
- **Aoste, Justin Bridou, Cochonou**, achetés en 2013 par le groupe Shuanghui.
- **Baccarat**, acheté en 2018 par Fortune Fountain Capital pour 184 millions de dollars.
- **Campanile, Kyriad, Première Classe et Golden Tulip**, achetés en 2015 par Jin Jiang International pour 1,3 milliard d'euros.
- **Catimini, Z, Absorba, Chipie, Lili Gaufrette**, achetés en 2018 par Zhejiang Semir Garment pour 132 millions de dollars.

- **Club Med**, acheté en 2015 par Fosun pour 939 millions d'euros.
- **Naf Naf**, acheté en 2018 par Shanghai La Chapelle Fashion Co.
- **Sonia Rykiel**, achetée en 2012.
- **Lanvin**, acheté en 2018 par Fosun pour 100 millions de dollars.
- **Marionnaud**, acheté en 2005 par le milliardaire hongkongais Li Ka-Shing.
- **Sandro, Maje et Claudie Pierlot**, achetés par Shandong Ruyi en 2016.
- **Skis Salomon**, achetés en 2019 pour 4,6 milliards d'euros par le chinois Anta Sports.
- **St Hubert**, acheté en 2018 par Fosun et Sanyuan pour 700 millions de dollars.

« Vos sanctions ne m'impressionnent pas », répond Raphaël Glucksmann

Pour la première fois en trente ans, les Européens ont sanctionné la Chine lundi 22 mars, condamnant la répression des musulmans ouïghours.

Quatre dirigeants de la région sont sanctionnés par l'Union et leurs avoirs en Europe gelés, une décision à laquelle le régime chinois a répondu par des sanctions contre une dizaine de personnalités européennes, dont le parlementaire français Raphaël Glucksmann. Tous sont accusés par le Parti « de porter gravement atteinte à la souveraineté et aux intérêts de la Chine et de propager des mensonges et de la désinformation ». Les Européens et leurs familles seront interdits de séjour en Chine, à Hong Kong et Macao.

« J'apprends que je suis visé par les sanctions chinoises, banni du territoire chinois (ainsi que toute ma famille !) et interdit de tout contact avec les institutions officielles et entreprises chinoises pour ma défense du peuple ouïghour : c'est ma légion d'honneur », a répondu Raphaël Glucksmann dans un message sur son compte Twitter.

« Vos sanctions ne m'impressionnent pas. Vos exhortations à « l'auto-critique » et vos menaces non plus. Avec les neuf autres personnalités européennes sanction-



L'eurodéputé Raphaël Glucksmann.

nées, nous continuerons à nous battre contre vos crimes et à briser les silences qui les entourent. »

Les universitaires en ligne de mire

Dans la même semaine de la fin mars, l'ambassadeur de Chine en France était convoqué au quai d'Orsay pour avoir traité de « hyène

folle » et de « petite frappe » le chercheur Antoine Bondaz, qui se félicitait d'une visite de parlementaires français à Taiwan.

À Pékin, la diplomatie chinoise a affiché son soutien à son ambassadeur, demandant à Paris de « réfréner le chercheur en question » afin qu'il cesse de « propager des rumeurs et de diffamer la Chine ».

Au Royaume-Uni, c'est une anthropologue ayant critiqué les mauvais traitements infligés aux Ouïghours qui s'est trouvée ciblée. Joanne Smith Finley, spécialiste de la Chine à l'université de Newcastle, fait partie des neuf citoyens britanniques sanctionnés par Pékin le 26 mars pour avoir dénoncé les violations des droits de l'homme

commises par le régime chinois au Xinjiang.

« La sanction de Pékin à l'encontre du Dr Joanne Smith Finley est une menace pour la liberté académique, un principe fondamental des universités britanniques », déclarent plus de 400 chercheurs dans une lettre ouverte publiée par le *Times*.

Selon cette lettre, la « mesure sans précédent » prise par Pékin est importante pour trois raisons. « Premièrement, le Parti communiste chinois essaye depuis longtemps de faire taire les critiques en dehors de son territoire, mais ces nouvelles mesures contre les universitaires constituent une grave escalade [dans la coercition]. »

« Deuxièmement, cela reflète une mauvaise compréhension des universités britanniques. Il ne s'agit pas d'organismes publics, mais d'institutions autonomes [privées] qui se consacrent à la recherche de la vérité, aussi dérangeant que cela soit pour les gens au pouvoir. »

« Enfin, à force d'insister sur le fait que l'autocensure est une condition nécessaire pour qu'il y ait un partenariat académique avec les universités chinoises, la coopération des savants britanniques avec la Chine est rendue très difficile, voire impossible. »

Les universitaires ont déclaré

qu'ils seraient « pleinement solidaires » avec le Dr Smith Finley et qu'ils affirmeraient leur engagement en faveur de la liberté académique. Ils ont également appelé le gouvernement britannique et toutes les universités du pays à faire de même.

Après l'annonce des sanctions promulguée par Pékin, l'université de Newcastle a publié une déclaration disant : « La liberté académique sous-tend chaque domaine de recherche à l'Université de Newcastle et est essentielle aux principes de l'enseignement supérieur britannique ». « Le Dr Jo Smith Finley a été une voix majeure dans cet important domaine de recherche sur les Ouïghours et nous la soutenons pleinement dans ce travail. »

Le site internet du Global times, porte-parole médiatique du régime chinois, cite également les sanctions prises contre « l'infâme pseudo-chercheur » allemand Adrian Zenz, coupable d'avoir « diffusé des rumeurs sur le Xinjiang et de mener une campagne de désinformation contre la Chine », et contre le Suédois Bjorn Jerden, qui a « fabriqué des rumeurs contre les instituts Confucius, les décrivant comme des outils de lavage de cerveau et des relais d'espionnage. »

Aurélien Girard

L'épouse de Gao Zhisheng, « la conscience de la Chine », craint qu'il ait été assassiné

L'épouse de Gao Zhisheng, surnommé « la conscience de la Chine », craint que le Parti communiste chinois n'ait assassiné son mari, avocat des droits de l'homme. Le 14 avril, elle a exigé que Pékin réponde à deux requêtes et a déclaré qu'elle prendrait d'autres mesures si le Parti lui donnait toujours pas de nouvelles de son mari.

« Si Gao Zhisheng est effectivement mort, je demande au PCC de me rendre ses cendres, par humanité », a déclaré son épouse Geng He à Epoch Times lors d'un entretien téléphonique le 14 avril.

Gao est un avocat des droits de l'homme, un dissident et un auteur renommé en Chine. En ce 20 avril, il aurait fêté son 57^e anniversaire. Il s'est attiré la colère du Parti communiste chinois pour avoir dénoncé les mauvais traitements infligés par le Parti au peuple chinois. Depuis le début des années 2000, il a toujours offert ses services juridiques, souvent à titre gracieux, pour défendre des groupes persécutés en Chine. Le régime le maintient en détention ou en résidence surveillée depuis août 2006.

Des tortures inhumaines
Gao a subi d'importantes tortures lorsqu'il a été emprisonné en 2006. Le 28 novembre 2007, il a risqué sa vie pour expliquer en détail ce qu'il avait subi dans une prison noire de Pékin quelques mois auparavant. Son témoignage a été sorti clandestinement de Chine.

Geng He, l'épouse de Gao Zhisheng, avocat chinois des droits de l'homme persécuté, s'exprime lors de la conférence de presse sur les droits de l'homme en Chine, tenue à la colline du Capitole à Washington, le 18 janvier 2011.

« J'ai appelé nos proches [en Chine le 9 avril] et ils m'ont dit qu'ils avaient appellé le bureau de police de Yulin pour obtenir des informations sur Gao. La police leur a répondu que les relations entre les États-Unis et la Chine sont actuellement tendues. Gao est un personnage sensible et personne ne peut lui rendre visite », a déclaré Geng.

Connaissant clairement le mal dont le régime communiste chinois est capable, il ne se passe pas un jour sans que Geng ne soit profondément inquiète pour son mari.

« [Le régime] ne permet pas aux proches de lui rendre visite, ne le libère pas, ne montre pas ses photos... J'ai peur qu'il soit mort. Je veux le voir, s'il est encore en vie et voir son corps s'il est mort », a déclaré Geng en larmes à Epoch Times.

« Ils m'assénaient des coups avec quatre matraques électriques en même temps. Je sentais que mes organes et mes muscles bondissaient frénétiquement sous ma peau, essayant d'échapper aux chocs », a écrit Gao dans un article intitulé « Dark Night, Dark Hood, and Kidnapping by Dark Mafia ».

« Alors que je me roulais par terre à cause de la douleur, le policier sur-



nommé Wang m'a appliquée une matraque électrique sur les parties génitales. »

Après avoir subi des chocs électriques pendant des heures, les policiers ont allumé cinq cigarettes en même temps et ont soufflé la fumée sur le nez et les yeux de Gao pendant deux heures supplémentaires. « [À ce moment-là,] je pouvais seulement sentir que des larmes coulaient sur mes jambes. Je n'étais même pas conscient des actions des policiers », a écrit Gao.

La torture a duré pendant plus de 50 jours et Gao a perdu connaissance à plusieurs reprises.

« La conscience de la Chine »

Gao Zhisheng est surnommé « la conscience de la Chine » par de nombreux militants des droits de l'homme en Chine et à l'étranger, dont l'ancien secrétaire d'État canadien pour l'Asie-Pacifique, David Kilgour. Il a été nommé trois fois pour le prix Nobel de la paix, en 2007, 2008 et 2010.

Au début des années 2000, Gao a défendu plusieurs pratiquants de Falun Gong dans des affaires visant à obtenir réparation auprès

du régime, qui a banni illégalement cette pratique spirituelle pacifique. Les pratiquants de Falun Gong ont été détenus et torturés par le régime, et leurs maisons ont été perquisitionnées simplement parce qu'ils refusaient de renoncer à leur croyance.

Vers la fin de 2004 et au début de 2005, Gao a écrit trois lettres au dirigeant chinois de l'époque, Hu Jintao, et au Premier ministre Wen Jiabao, pour leur faire part de l'injustice subie par les pratiquants de Falun Gong sous le régime et des tortures qu'ils avaient subies.

En novembre 2005, Gao et Geng ont annoncé qu'ils avaient quitté le PCC. En août 2006, sa licence d'avocat lui a été retirée et il a été détenu pendant quatre mois. En 2007, il a été détenu pendant plus de 50 jours. En février 2009, il a disparu.

Une fois relâché, il a accordé une interview à l'Associated Press en avril 2010 à son domicile à Pékin. Après cela, il a été à nouveau détenu pendant environ 20 mois. À cause des tortures qu'il a subies, Gao a eu la plupart des dents cassées en 2014. Selon sa femme, il a été soumis aux tortures les plus inhumaines.

Nicole Hao

Ces géants de l'habillement qui osent déplaire à Pékin

De nombreuses marques internationales ont tenté de se distancer de l'approvisionnement en matériaux et en main-d'œuvre de la région chinoise du Xinjiang en raison des actes de génocide perpétrés par Pékin contre les Ouïghours et d'autres minorités ethniques et religieuses.

Les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni et le Canada ont récemment sanctionné certains responsables chinois pour leur implication dans la persécution des minorités majoritairement musulmanes du Xinjiang. Le Parti communiste chinois (PCC) a détenu plus d'un million de Ouïghours dans des camps de concentration dans la région. Les détenus sont soumis au travail forcé, à la torture, au viol et à l'endoctrinement politique.

Au cours des deux dernières années, H&M, Gap, Nike et la société japonaise Fast Retailing (société mère d'UNIQLO) ont tous publié des déclarations condamnant le travail forcé et ont pris leurs distances.

Le 25 mars, le porte-voix du Parti communiste chinois, le *Quotidien du Peuple*, a dénoncé Nike, Adidas, New Balance et Burberry, tous membres de la Better Cotton Initiative (BCI), et a recommandé un boycott de ces grandes entreprises en Chine. Des dizaines de célébrités chinoises ont annulé ou prévoient d'annuler des contrats avec des marques occidentales en raison de leur position sur le Xinjiang. Aujourd'hui, les entreprises occidentales sont donc confrontées à un choix entre le fait de plaire à Pékin pour conserver leur clientèle chinoise et la nécessité de répondre aux attentes des actionnaires, clients et des autres parties prenantes occidentales.

La BCI a souvent été la cible des médias sociaux chinois. La BCI promeut la production durable de coton et a annoncé l'année dernière qu'elle suspendait son soutien aux entreprises membres qui s'approvisionnent en coton au Xinjiang, en raison de préoccupations liées aux droits de l'homme. On estime que le Xinjiang fournit 20 % de la production mondiale de coton.

H&M, l'une des premières cibles

Le détaillant suédois de fast-fashion H&M a été l'une des premières cibles lorsque la Ligue de la jeunesse du Parti communiste a découvert une déclaration de l'entreprise datant du début de 2020



► Au cours des deux dernières années, H&M, Gap, Nike et la société japonaise Fast Retailing (société mère d'UNIQLO) ont tous publié des déclarations condamnant le travail forcé.

Kevin Frayer/Getty Images



Le 25 mars, le régime chinois a recommandé le boycott de Nike, Adidas, New Balance et Burberry. »

indiquant qu'elle cesserait de s'approvisionner en coton au Xinjiang. Nike et Adidas ont également été attaqués sur les médias sociaux chinois et par les médias d'État chinois pour leurs prises de position. Les deux entreprises avaient déclaré qu'elles ne s'approvisionnaient pas en matières premières dans la région du Xinjiang.

Le géant chinois de l'internet Tencent Holdings a supprimé les « skins », ou costumes virtuels portés par les personnages du jeu vidéo mobile Honour of Kings de Tencent, en raison des déclarations de Burberry prenant ses distances avec les matériaux provenant du Xinjiang. La décision a été annoncée dans un message sur la plate-forme de médias sociaux chinoise Weibo, propriété de Tencent.

« Dénormes investissements dans les relations publiques ont été détruits instantanément », a écrit Hu Xijin, rédacteur en chef du média d'État chinois Global Times, dans un éditorial.

« Ils doivent retourner dans la société occidentale pour se plaindre, car ils savent que, pour quelque raison que ce soit, qu'ils soient actifs ou passifs, ils ont effectivement fait quelque chose d'intolérable pour les consommateurs chinois. »

Craignant un boycott généralisé de la part des consommateurs chinois, qui ont un accès limité aux informations indépendantes du département de propagande du PCC, les actions de H&M, Burberry, Nike et Adidas ont toutes chuté au cours de la semaine se terminant le 26 mars. Adidas a subi la plus forte baisse, ses actions ayant chuté de 6,7 % au cours de la semaine à Francfort.

Les entreprises prennent soin d'équilibrer leurs intérêts commerciaux en Chine et le sentiment des consommateurs dans leur pays. Certaines entreprises font déjà marche arrière et d'autres commencent à se rapprocher du PCC pour éviter un boycott et regagner des marchés.

L'entreprise espagnole Inditex, qui gère les magasins Zara, a retiré de son site Internet, le 24 mars, une déclaration précédemment publiée concernant le Xinjiang. Le détaillant japonais Muji a récemment commencé à annoncer volontairement qu'il utilise du « coton dérivé du Xinjiang ». La société américaine de chaussures Skechers a déclaré que ses enquêtes n'avaient trouvé aucune preuve de travail forcé dans ses chaînes d'approvisionnement en Chine.

L'importance de la note ESG

L'évolution de la situation sera intéressante, étant donné l'importance que les facteurs ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) revêtent désormais pour les conseils d'administration et les actionnaires des entreprises.

Il n'existe pas de définition uniforme des normes ESG, mais de manière générale, elles évaluent l'impact environnemental d'une entreprise, les politiques sociales telles que les normes de travail, les relations avec les employés, l'impact sur les communautés locales, ainsi que les facteurs de gouvernance tels que la transparence de la propriété, l'éthique commerciale et l'indépendance du conseil d'administration.

Les gestionnaires de fonds et d'investissements ont commencé à accorder une grande importance à l'ESG et, dans certains cas, la demande des investisseurs pour les actions d'une société pourrait avoir une corrélation positive avec sa notation ESG.

Par exemple, Adidas se voit attribuer une note ESG de 82 par la société de notation S&P Global. Burberry Group a une note de 87, Inditex a une note de 75, tandis que H&M a une note de 70.

Bien que S&P ne soit simplement qu'une société de notation ESG – il existe de nombreux outils de suivi ESG – ces scores seraient tous considérés comme bons.

Mais si ces entreprises occidentales commencent à se plier aux exigences de Pékin pour sauver les ventes, le tableau devient plus sombre. Le fait de courber l'échine devant le PCC et de fermer les yeux sur la situation critique des Ouïghours au Xinjiang devrait nuire aux scores ESG des entreprises, en supposant que les sociétés de notation ESG effectuent un suivi indépendant.

Et cela pourrait déclencher des ventes forcées par les fonds qui doivent atteindre certains seuils ESG, et potentiellement faire baisser le prix des actions des entreprises.

Une fois de plus, les entreprises qui font des affaires importantes en Chine sont prises entre le gain et l'éthique.

Fan Yu

Fan Yu est un expert en finance et en économie et a contribué à des analyses sur l'économie chinoise depuis 2015.

NTD À LA TÉLÉVISION

13h à 14h
20h à 21h

orange free SFR
548 799 802 921



« Forcer le peuple chinois à envahir Taïwan » : les médias d'État chinois préparent le terrain de la guerre

Le rédacteur en chef du journal d'État chinois *Global Times* a déclaré début avril que Taïwan devait être unifiée par la force et que les anciens combattants devaient forcer les jeunes à se battre sur les lignes de front.

« Je dois aller sur le champ de bataille [Chine-Taïwan]. En tant que vétéran, je rejoindrai l'armée si nécessaire », a répondu Hu Xijin, rédacteur en chef, à un internaute sur le média social chinois Weibo.

« Je t'attraperai et t'enverrai bombarder les bunkers de l'île en tant que membre du commando. Si tu oses t'enfuir, je te tirerai dessus par derrière », a ajouté Hu.

Taïwan fait face à la Chine continentale de l'autre côté du détroit de Taïwan. Le régime chinois revendique l'île comme sienne, bien que Taïwan soit un pays indépendant *de facto*, avec sa propre armée, son gouvernement démocratiquement élu et sa constitution.

La posture menaçante du PCC

Au cours des dernières décennies, les autorités de Pékin ont tenté de rallier Taïwan au continent de manière pacifique, en défendant la formule « un pays, deux systèmes », également utilisée pour gouverner Hong Kong et Macao jusqu'à 2020. Mais ces derniers mois, la rhétorique du régime chinois, dans



L'Armée chinoise prend d'assaut le rivage à partir de barges de débarquement lors d'un exercice sur la côte continentale près de Taïwan, le 10 septembre 1999.

la ligne de la reprise de contrôle de Hong Kong, a changé : il menace maintenant d'unifier la nation insulaire par la force.

Rédacteur en chef d'un des principaux média d'État, Hu Xijin s'exprime évidemment de manière totalement contrôlée et voulue par le régime, et prépare les esprits sur la question de Taïwan : « Ne croyez pas qu'il y ait un détroit [qui

puisse vous protéger]. Vous avez une armée [pour vous défendre], et les États-Unis vous soutiennent en vertu de la 'Loi sur les relations avec Taïwan', a-t-il posté sur le média social chinois Weibo. « Les autorités du Parti démocratique progressiste (DPP) [taïwanais] devraient faire preuve de lucidité. »

Hu a ensuite menacé de traiter les Taïwanais comme les militants

pro-démocratie de Hong Kong, si Taïwan prenait de nouvelles mesures.

Le régime chinois avait promis de maintenir la gouvernance indépendante de Hong Kong pendant 50 ans, jusqu'en 2047, avant de reprendre la ville au Royaume-Uni. Il avait affirmé que la ville serait dirigée par les Hongkongais et que le gouvernement central ne

se mêlerait pas de son administration.

Cependant, les autorités de Pékin ont adopté une série de lois et de règles visant à restreindre l'autonomie et les libertés de la ville. Au cours des derniers mois, elles ont arrêté des militants pro-démocratie de Hong Kong.

Le 30 mars, le régime chinois a finalisé une refonte radicale du

système électoral de Hong Kong, réduisant considérablement la représentation démocratique dans la ville, les autorités cherchant à s'assurer que ceux qui dirigent le centre financier mondial soient des personnes fidèles au PCC.

Hu a renforcé son hostilité envers Taïwan et les États-Unis. Il a constamment mis l'accent sur les relations entre Taïwan et les États-Unis lorsqu'il s'est exprimé sur des sujets relatifs à Taiwan. Le soutien des États-Unis à Taïwan est l'un des plus grands obstacles qui a suscité la colère du régime chinois.

Le 6 décembre 2020, Hu a publié un éditorial dans *Global Times* dans lequel il encourageait une guerre dans le détroit de Taïwan si le secrétaire d'État américain de l'époque, Mike Pompeo, se rendait à Taiwan.

« Quelle que soit la réaction forte de la Chine continentale [envers les États-Unis], les gens dans le monde pourront comprendre », écrivait Hu.

« Nous devrions envoyer nos avions de guerre au-dessus de Taïwan. [...] Une fois que l'armée taïwanaise tirera [sur les avions de guerre chinois], cela signifiera la guerre et notre armée pourra immédiatement mener une attaque dévastatrice sur les importantes installations militaires taïwanaises, comme les aéroports. »

Nicole Hao

Des individus armés attaquent l'imprimerie d'*Epoch Times* à Hong Kong

Quatre intrus ont fait irruption dans l'imprimerie d'*Epoch Times* à Hong Kong aux premières heures du 12 avril et ont endommagé des ordinateurs et du matériel d'impression. Cette attaque est le dernier effort en date du Parti communiste chinois (PCC) pour réduire *Epoch Times* au silence.

Lors d'une attaque contre le même établissement en novembre 2019, quatre hommes masqués ont mis le feu à deux rotatives d'imprimerie. Les auteurs de l'incendie sont toujours en fuite.

Cheryl Ng, porte-parole de l'édition de Hong Kong, a déclaré que cette intrusion était caractéristique du PCC et qu'elle avait pour but de réduire au silence un média indépendant en l'empêchant de rendre compte de certains sujets que le régime communiste rend tabous. Cheryl Ng a condamné l'attaque et a déclaré qu'il s'agissait d'un crime contre la liberté d'expression à Hong Kong.

Epoch Times, l'un des rares médias indépendants de Hong Kong, est connu pour sa couverture non censurée de la Chine, traitant notamment les luttes politiques au sein du PCC, les vio-

lations des droits de l'homme commises par le régime à l'encontre des minorités ethniques et des groupes religieux, ainsi que les opérations de propagande et d'influence de Pékin à l'étranger.

L'édition de Hong Kong a également largement couvert le mouvement pro-démocratie de la ville, qui a débuté en juin 2019 et qui a été étouffé en juillet de l'année dernière lorsque Pékin a imposé une loi draconienne sur la sécurité nationale à la ville dirigée par la Chine. Cette loi a encore réduit l'autonomie de Hong Kong, en particulier la liberté de la presse.

Dans un communiqué, l'édition hongkongaise d'*Epoch Times* a condamné le PCC pour avoir maintenu la terreur à Hong Kong, appelant la communauté internationale à protéger la liberté d'expression à Hong Kong, assiégée par le régime communiste.

Intrusion

Vers 4h38 du matin, le 12 avril, une employée d'*Epoch Times* est retournée à l'imprimerie, où elle a repéré un homme d'une trentaine d'années qui discutait sur son téléphone portable, debout à proximité.

Lorsque l'employée a essayé de fermer la porte coulissante, l'homme s'est soudainement approché et a bloqué la porte, l'empêchant de se fermer.

L'homme a alors interrogé l'employée avec colère, demandant à parler à M. Chu. L'employée a répondu que cette personne n'existe pas, mais l'homme a refusé de partir.

Tout à coup, trois autres hommes sont apparus et ont fait irruption dans l'imprimerie. Deux d'entre eux étaient armés de masses, et le troisième d'un couteau caché dans un sac.

Ils ont crié à un autre employé de l'imprimerie : « Va-t-en, va-t-en. Ce ne sont pas tes affaires. Va-t-en. Ne me force pas à faire quoi que ce soit contre toi. »

Les hommes ont alors commencé à briser les machines à coups de masse. Le panneau de commande central des rotatives et plusieurs ordinateurs ont été endommagés. L'un des hommes a également jeté des débris de construction sur les machines.

L'intrusion, qui a duré deux minutes, a été filmée. Les quatre hommes portaient des masques. Ils ont volé un ordinateur et ont



pris la fuite dans une camionnette blanche.

Le personnel de l'imprimerie a alors appelé la police, qui est arrivée peu après.

L'imprimerie, créée en février 2006, a déjà été attaquée à quatre reprises.

En février 2006, des voyous s'étaient introduits, endommageant le matériel d'impression nouvellement acheté.

En octobre 2012, des voyous ont tenté de s'introduire dans l'im-

primerie mais n'ont pas réussi à défoncer le portail. En décembre 2012, sept hommes, équipés de plusieurs boîtes à outils, sont apparus et ont commencé à tenter de forcer le portail. Ils ont pris la fuite après que la police a été appelée.

L'incendie criminel, qui s'est produit le 19 novembre 2019, a entraîné des dommages estimés à plus de 40 000 dollars. Ce jour-là, quatre individus vêtus de noir, dans une tentative apparente de se déguiser en manifestants pro-dé-

mocratie à Hong Kong, ont allumé un feu qui a provoqué l'activation du système d'arrosage de l'entrepôt.

De nombreux soutiens politiques du monde entier, des groupes de défense des droits tels que Reporters sans frontières, le Comité pour la protection des journalistes et le Club des correspondants étrangers de Hong Kong ont tous dénoncé cet incendie criminel.

Frank Fang

L'entrée de l'imprimerie d'*Epoch Times* à Hong Kong.

SAMANTHA SIN/AFP via Getty Images

Pékin exploite Facebook et Twitter pour diffuser sa campagne de désinformation sur les Ouïghours

Selon un rapport récent, le régime communiste chinois est devenu plus actif sur Twitter et Facebook pour diffuser sa propagande et sa désinformation visant à passer sous silence la condamnation internationale de ses persécutions contre les Ouïghours et les autres minorités du Xinjiang.

Selon un rapport publié le 30 mars par le groupe de réflexion Australian Strategic Policy Institute (ASPI), cette campagne de désinformation a été menée conjointement par des responsables du Parti communiste chinois (PCC), les médias publics chinois et des acteurs en ligne favorables au PCC.

Le PCC commet un génocide contre les Ouïghours dans la région du Xinjiang, à l'extrême Ouest de la Chine, en les soumettant à la stérilisation forcée, l'avortement forcé, la torture, le travail forcé et le retrait des enfants de leurs familles. De plus, le régime communiste a détenu plus d'un million de Ouïghours dans des camps d'internement.

Pékin a nié l'existence de ces camps, les qualifiant de « centres de formation professionnelle ». Lors du point de presse quotidien du 31 mars, Hua Chunying, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a déclaré que l'accusation de génocide était une « allégation dénigrant la politique ethnique de la Chine ainsi que le développement et les progrès du Xinjiang ».

Si les responsables du PCC et les médias publics chinois peuvent diffuser ouvertement leurs messages sur Facebook et Twitter, les citoyens chinois ordinaires n'ont pas accès à ces plateformes, qui sont toutes deux interdites par le régime.

Facebook et Twitter

Le rapport explique que les diplomates chinois et les comptes des médias publics citaient le Xinjiang environ 250 fois par mois, voire un peu moins, sur Facebook et Twitter avant 2019. Depuis, et ce sur les deux plateformes, le nombre de fois où il a été fait allusion au Xinjiang a augmenté de manière drastique, atteignant en 2020 les 750 mentions par mois.

Le rapport passe au crible non moins de 272 875 posts publiés sur Facebook et 958 416 tweets entre le 1^{er} janvier 2014 et le 1^{er} février 2021 ; ainsi que les contenus comportant des hashtags liés au Xinjiang sur TikTok, la plateforme de partage de vidéos en vogue appartenant à la société ByteDance, basée à Pékin.

Pékin a eu plus de succès sur Facebook que sur Twitter. Selon le rapport, les comptes Facebook des médias publics chinois – notamment la chaîne internationale de CCTV nommée CGTN, le *China Daily*, le *Global Times* et le *Quotidien du peuple* – ont systématiquement atterri dans le top 10 des comptes ayant le plus de likes sur leurs publications mentionnant le Xinjiang de 2018 à 2020.

Le rapport indique que pour



Une installation considérée comme un camp de rééducation où des minorités ethniques majoritairement musulmanes sont détenues dans la région du Xinjiang, à l'extrême-ouest de la Chine, le 4 juin 2019.

l'année 2020, les posts Facebook de CGTN mentionnant le Xinjiang ont totalisé plus de 5,78 millions de likes. Ceci représente une augmentation d'environ 2,9 millions en comparaison à 2019. En 2018, il n'y avait que 414 067 likes.

Même tendance pour *Le Quotidien du peuple*, selon le rapport, qui comptabilisait 183 040 likes en tout pour ses publications Facebook mentionnant le Xinjiang en 2018 ; un nombre qui est passé à plus de 1,68 million en 2020.

Dans le but de remodeler la couverture internationale des événements, Pékin fait passer différents types de propagande sur Facebook et Twitter.

Il s'agit généralement d'affirmer que les médias et organismes occidentaux ne sont pas indépendants, qu'ils sont liés aux forces anti-chinoises qui mènent une campagne de dénigrement. Il s'agit également de publier des articles de propagande sur la façon dont les Ouïghours « soutiennent » les politiques du PCC au Xinjiang.

Par exemple, à la mi-mars, Zhao Lijian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a partagé sur Twitter une vidéo Douyin (Douyin est le nom de la version chinoise de TikTok) montrant des habitants du Xinjiang menant une vie « paisible ».

Sur TikTok, le rapport a révélé qu'une vidéo portant la description « Ouïghour libre » et 2 831 likes était classée 129^e sur la page hashtag



Le PCC commet un génocide contre les Ouïghours dans la région du Xinjiang, les soumettant à la stérilisation forcée, l'avortement forcé, la torture, le travail forcé et le retrait des enfants de leurs familles. »

Les médias marginaux

Le rapport de l'ASPI révèle également que les médias publics et les diplomates chinois « mobilisent des médias marginaux », tandis que les acteurs pro-PCC « amplifient » les comptes de médias sociaux affiliés à l'État chinois. L'un de ces médias était le site d'information américain The Grayzone.

Selon le rapport, les médias marginaux sont « des sources médiatiques qui peuvent manquer de politiques éditoriales et de pratiques journalistiques clairement définies, comme le fait de distinguer les informations des opinions ».

The Grayzone, créé par un journaliste américain, se décrit comme « un site d'information indépendant produisant un journalisme d'investigation original sur la politique et l'empire américain ».

Le rapport a découvert que The Grayzone a été cité en anglais au moins 253 fois par CGTN, Global Times et l'agence de presse Xinhua, et 61 autres fois dans des articles du *Quotidien du peuple* en ligne entre décembre 2019 et février 2021.

En mars 2020, Hua Chunying, la directrice adjointe du département de l'information du ministère des

Affaires étrangères, a pris la parole sur Twitter pour accuser des responsables américains non nommés de « salir la Chine » avec leurs propos sur le Xinjiang, tout en partageant sur Twitter un article du *The Grayzone*. Elle a ajouté que leurs remarques constituaient « le mensonge du siècle ».

Le rapport nous prévient que certaines organisations médiatiques marginales « sont vulnérables à la manipulation ».

« Cela inclut la manipulation par les médias d'État des pays autoritaires, qui trouvent leur contenu utile pour créer la perception qu'il existe des évaluations indépendantes favorables à leurs intérêts. »

YouTube

Le rapport de l'ASPI a également constaté que les autorités du Xinjiang ont confié leur campagne de désinformation à une société appelée Changyu Culture, qui a commencé à télécharger des vidéos sur sa chaîne YouTube en septembre 2020. Il s'est avéré que cette société était affiliée au Département du travail du Front uni (UFWD) du PCC.

L'UFWD est une agence exécutive du PCC à l'origine des efforts du « front uni » de Pékin visant à persuader des organisations ou des individus de diffuser la propagande du Parti à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine. En octobre 2020, le ministère des Affaires étrangères

américain a désigné la National Association for China's Peaceful Unification, basée à Washington et contrôlée par l'UFWD, de succursale en mission à l'étranger repérable par son « influence néfaste » aux États-Unis.

Selon le rapport, de nombreuses vidéos YouTube de Changyu Culture présentent des biographies positives de Ouïghours censés fréquenter les « centres de formation professionnelle » du Xinjiang.

Le rapport indique que les médias chinois China.org.cn et le *China Daily* ont partagé les vidéos de Changyu Culture sur leurs sites internet et leurs pages Facebook.

Les messages diplomatiques et médiatiques du PCC sont liés à l'objectif du Parti d'améliorer l'ainsi nommé « pouvoir du discours », conclut le rapport, afin de « gagner la faveur du public occidental et de détourner et déformer les enquêtes sur les violations des droits de l'homme au Xinjiang menées par la société civile internationale ».

La quête d'un « pouvoir du discours » est un concept (récent et souvent appliqué à la Chine par les observateurs) selon lequel un pays peut renforcer son influence géopolitique en faisant passer ses concepts et ses idées pour, finalement, s'approprier du pouvoir de dicter les règles et les systèmes sur lesquels reposent l'ordre mondial.

Frank Fang

Les 700 jours en camp de travail forcé d'une universitaire chinoise

Wang Ying a été condamnée à deux ans de « rééducation » pour avoir transporté dans ses bagages deux livres « interdits ». Réfugiée en Australie, elle raconte le processus de lavage de cerveau en Chine.

« Montrez-moi votre billet. [...] Lequel est votre bagage ? » Un membre du personnel s'est approché de Wang pour tenter de connaître son identité. C'est la position assise jambes croisées de son compagnon qui a éveillé les soupçons du membre du personnel. Il a fini par trouver deux livres de Falun Gong, dont des millions avaient déjà été brûlés ou jetés à la poubelle sur ordre du Parti communiste chinois (PCC).

Le Falun Gong, également connu sous le nom de Falun Dafa, est une pratique spirituelle originaire de Chine, comprenant cinq exercices lents, dont une méditation assise, et des enseignements moraux fondés sur les principes d'Authenticité, Bienveillance et Tolérance.

Cette pratique comptait 70 à 100 millions de pratiquants en Chine en 1999, selon les estimations officielles de l'époque, mais a ensuite été brutallement réprimée par le régime chinois qui se sentait menacé par sa popularité croissante. Depuis juillet 1999, des millions de personnes ont été détenues dans des prisons, des camps de travail et d'autres installations, selon le Centre d'information du Falun Dafa.

Wang, une enseignante universitaire qui pratiquait le Falun Gong depuis 1996, a été arrêtée et placée en détention immédiatement après l'arrivée du train dans la ville. Son fils de quatre ans a été confié aux grands-parents, explique Wang, qui réside maintenant en Australie, dans une entrevue accordée à Epoch Times.

« Quand je suis revenue [après avoir été libérée de prison], mon enfant, il me suivait partout où j'allais, mais il ne disait ni 'Maman', ni un seul mot », s'est-elle souvenue. « Il n'avait plus l'habitude de le faire. »

« Même pas un humain »

Wang a été séparée de ses proches pendant plus de 700 jours. Le temps a filé à toute allure pour Wang pendant sa détention. « Dans ces endroits, vous n'êtes plus un être humain. Vous êtes traitée comme un animal », a-t-elle déclaré.

Wang Ying a été condamnée à deux ans de « rééducation » pour avoir transporté dans ses bagages deux livres interdits par le Parti.



NICOLAS ASFOURI / AFP / Getty Images

Elle a été escortée du centre de détention au service de répartition, où les détenus restaient avant d'être envoyés dans les différents centres de « rééducation ». À son arrivée, elle a été obligée de s'accroupir face au mur pendant une longue période.

« Avant le repas, vous devez chanter une chanson pour remercier le Parti communiste, puis prendre un bol et vous accroupir, en attendant d'être servi », a-t-elle raconté.

« En marchant, vous devez garder la tête basse et marcher le long du mur latéral, pas au milieu. C'est leur règle. »

Lorsqu'ils passaient devant les gardes, les détenus devaient arrêter et dire « Salutations, Capitaine ». « Il y a une fois où j'ai oublié de m'arrêter. J'ai été punie à genoux sur le sol à copier les règles du camp », raconte Wang.

Pendant des mois, Wang a été contrainte de travailler de 6 heures à 21 heures tous les jours pour tricoter à la main des articles dédiés à l'exportation, notamment des gants, des pulls et des bonnets. Parfois, elle n'était pas autorisée à dormir avant d'avoir terminé son travail.

Ces commandes étaient passées par des entreprises chinoises, qui les faisaient sous-traiter par les



Avant le repas, vous devez chanter une chanson pour remercier le Parti communiste, puis prendre un bol et vous accroupir, en attendant d'être servi. »

camps.

En plus de la fabrication de produits, tous les prisonniers, quel que soit leur âge, devaient effectuer un certain nombre de travaux agricoles, notamment la construction de serres, le défrichage de terres agricoles non cultivées, le désherbage et la fertilisation.

En général, les détenus n'avaient pas d'eau chaude pour se laver, mais seulement une serviette humide pour se nettoyer le corps. Wang était autorisée à prendre une douche une fois par mois, voire tous les deux mois. Mais c'est la torture mentale, plutôt que l'effort physique, qui a poussé Wang au bord du gouffre. « Ils vous brisent et vous forcent ainsi à abandonner. C'est leur but : vous 'transformer' », dit-elle.

Ce terme « transformation », inventé par le Parti communiste chinois, consiste à contraindre les pratiquants de Falun Gong à abandonner leur croyance par des menaces sur la famille et des lavages de cerveau. De nombreux pratiquants détenus ont été contraints d'écrire des déclarations de « transformation » indiquant renoncer à leurs croyances.

Un responsable de camp de travail qui parvient à « transformer » un grand nombre de pratiquants

est honoré comme un « travailleur modèle », une désignation directement liée à des primes et à des possibilités de promotion, selon Wang.

Pour atteindre un « taux de transformation de 100 % », les centres de rééducation ont des protocoles rôdés : lorsqu'elle est arrivée au camp, Wang n'a pas été autorisée à dormir pendant plus d'une semaine.

Elle a été obligée de rester assise, immobile, sur un petit tabouret dans une cellule de prison, 24 heures sur 24, tandis qu'un prisonnier montait la garde. « Le seul moment où je pouvais me lever, c'était lorsque j'allais aux toilettes, sous la surveillance d'un gardien », a déclaré Wang.

Une fois la volonté de la victime épisée, celle-ci est contrainte de signer ce que l'on appelle les « trois déclarations » : une déclaration de garantie, une déclaration de repentir et une déclaration de dissociation. Pourtant, c'est loin d'être la fin. « Vous pensez que c'est fini, mais ça ne fait que commencer », déclare Wang. Elle a fini par signer les déclarations, ce qui a déclenché un tout nouveau processus appelé « rééducation ».

Pendant la « rééducation », la personne doit passer ses journées à

regarder des vidéos de propagande, écrire des « rédactions » expliquant l'évolution de sa pensée, puis elle doit critiquer publiquement son ancienne croyance, ce qui est enregistré sur vidéo pour être utilisé dans la future propagande du PCC.

« Le fait de calomnier [sa croyance] encore et encore était ce qui causait le plus de souffrance [parmi les détenues] », déclare Wang, ajoutant qu'elle a vu de nombreuses personnes souffrir de troubles mentaux à cause de cela.

L'expérience de Wang lui a ouvert les yeux sur la tragédie qui frappe une personne lorsqu'elle est contrainte de trahir sa conscience. C'est une « mort spirituelle », affirme-t-elle. De nombreux prisonniers « convertis » ont été contraints de mentir et même de frapper des camarades afin de prouver qu'ils avaient complètement renoncé au Falun Gong.

« Plus vous maudissiez durablement, mieux vous étiez 'transformé' », explique Wang.

Il n'y a qu'un seul objectif pour le régime, « détruire une personne spirituellement », ajoute-t-elle. « Dans votre cœur, vous savez que [la pratique] est bonne, mais vous êtes forcés de mentir. »

Rita Li

REJETEZ LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Le PCC a bloqué toutes les informations sur le virus de Wuhan et emprisonné les Chinois qui en parlaient. Il a volontairement menti à l'Occident. Depuis, plus d'1 million de personnes sont mortes.

Nous ne pouvons plus être des victimes passives de cette dictature. Vous et votre famille, tenez-vous vraiment informés.

Signez la pétition dès aujourd'hui : Rejectccp.org/fr